



© Aargauer Zeitung / MLZ; Mittwoch 24. Nov 2004  
Baden

(Diffusion tronquée)

## FORUM BADEN-WETTINGEN

### **PARTIS**

#### **Obersiggenthal n'as pas besoin de shérif badois**

Les démocrates suisses d'Obersiggenthal sont contre l'achat des services de police à l'extérieur de la commune pour les raisons suivantes : la sécurité publique est l'une des tâches fondamentales de la commune, y renoncer, c'est remettre en question l'existence de notre commune. Nous pouvons garantir la sécurité publique en enrôlant un troisième policier (cela avait été prévu et budgété). Le financement de la future police est assuré en grande partie par le produit des amendes. Il s'agit là d'un nouvel impôt respectivement d'une réduction des prestations de la commune. Cela signifie qu'à l'avenir on installera toutes les tracasseries possibles dans un seul but : "Encaisser de l'argent". Le produit des amendes rapportera environ 300,000 Fr. Cela correspond à la diminution des impôts dus à la réduction du taux d'imposition. En d'autres mots, on donne d'une main et l'on reprend de l'autre. Le peuple peut décider du taux d'imposition; par contre il a peu d'influence contre le zèle de la police municipale. Les policiers de l'extérieur, eux, n'ont pas besoin de prendre des gants du tout. La sécurité de la Suisse doit être garantie en surveillant les frontières extérieures jour et nuit, et non pas en surveillant le territoire intérieur respectivement les habitants comme le prévoit le traité de Schengen. La libre circulation des personnes dans un pays où je passe la majeure partie de mon temps a plus de valeur qu'un droit illusoire à la libre circulation des personnes à l'étranger. *Bernhard Favre*

© Rundschau Freitag 26. November 2004  
Brugg

(Diffusion integrale)

## **REGION**

### **PARTI**

#### **■ Pas de cow-boys Badois à Obersiggenthal!**

Les démocrates suisses d'Obersiggenthal sont contre l'achat des services de police à l'extérieur de la commune pour les raisons suivantes :

**Primo** ; la sécurité publique est l'une des tâches fondamentales de la commune, y renoncer, c'est remettre en question l'existence de notre commune.

**Secundo** : Nous pouvons garantir la sécurité publique en enrôlant un troisième policier (cela avait été prévu et budgété).

**Tertio** ; Le financement de la future police est assuré en grande partie par le produit des amendes. Il s'agit là d'un nouvel impôt respectivement d'une réduction des prestations de la commune.

**Quarto** : Ceci est la victoire des fanatiques du trente à l'heure et des melons vert! Cela signifie qu'à l'avenir on installera toutes les tracasseries possibles (comme par exemple le 0,1 Pro mille) dans un seul but : "Encaisser de l'argent". Et l'on nomme cela "la sécurité publique" ! Cet emploi abusif de la police est le symptôme visible de la corruption de notre démocratie.

**Quinto** ; Le produit des amendes rapportera environ 300,000 Fr. Cela correspond à la diminution des impôts dus à la réduction du taux d'imposition. En d'autres mots, on donne d'une main et l'on reprend de l'autre.

**Sexto** : Le peuple peut décider du taux d'imposition; par contre il a peu d'influence contre le zèle de la police municipale. Les policiers de l'extérieur, eux, n'ont pas besoin de prendre des gants du tout.

**Septimo** : S'il y a des personnes qui ne sont pas satisfaites des prestations de notre police, elles doivent le dire ouvertement.

**Ultimo** : Il est connu que les gens honnêtes ne craignent pas les frontières, pour cette raison la sécurité de la Suisse doit être garantie en surveillant les frontières extérieures jour et nuit, et non pas en surveillant le territoire intérieur respectivement les habitants comme le prévoit le traité de Schengen. Car la surveillance systématique des citoyennes et des citoyens est le signe distinctif d'une dictature. La libre circulation des personnes dans mon pays où je passe la majeure partie de mon temps a plus de valeur qu'un droit illusoire à la libre circulation des personnes à l'étranger.

*B.Favre*  
*DS Obersiggenthal*